

*Bank of Canada*

**BANQUE DU CANADA**

**RAPPORT ANNUEL AU  
MINISTRE DES FINANCES**

**ET RELEVÉ DES COMPTES**

**POUR L'ANNÉE 1947**

HG  
2706  
.A12  
1947



## ERRATA

**Page 15** — *5ième ligne, lire: 10 pour cent,  
au lieu de 11 pour cent;  
et ligne 13, lire: 13 pour cent, au lieu  
de 16 pour cent.*



CANADA

**“CONSIDÉRANT** qu’il est opportun d’établir une banque centrale au Canada pour régler le crédit et la monnaie dans le meilleur intérêt de la vie économique de la nation, pour contrôler et protéger la valeur extérieure de l’étalon monétaire national et pour mitiger, par son influence, les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l’emploi de la main-d’oeuvre, autant que possible dans le cadre de l’action monétaire, et généralement de favoriser la prospérité économique et financière du Dominion: A ces causes, Sa Majesté, sur l’avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: . . .”

—*Préambule de la Loi sur la Banque du Canada*



## BANQUE DU CANADA

Ottawa, le 11 février 1948

L'HONORABLE D. C. ABBOTT, C.R.,  
 Ministre des Finances,  
 Ottawa.

Monsieur le ministre,

Conformément aux dispositions de la Loi modifiant la Loi sur la Banque du Canada j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint en double exemplaire le relevé des comptes de la Banque pour l'exercice 1947, signé par le gouverneur et par le comptable en chef, et certifié par les vérificateurs, dans la forme prescrite par les statuts de la Banque. Les principaux changements apportés pendant l'année à divers comptes de l'actif et du passif figurent aux pages 23 et 24. L'effet de ces changements sur les réserves des banques à charte est indiqué par le tableau ci-dessous.

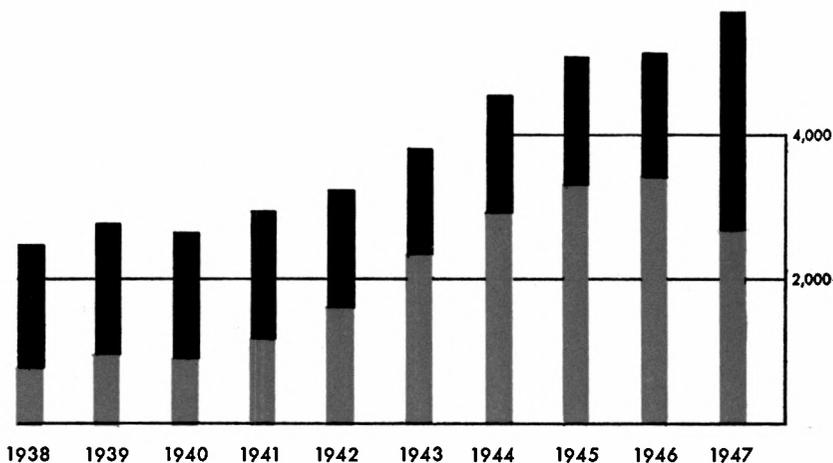
### Effet sur les réserves des banques à charte

(Millions de dollars)

ANNÉE CIVILE 1947	<u>Diminution</u>	<u>Augmentation</u>
Diminution du portefeuille en obligations fédérales et provinciales . . . . .	26.0	....
Augmentation du portefeuille en actions de la Banque d'expansion industrielle . . . . .	....	10.0
Augmentation des billets entre les mains du public	18.1	....
Augmentation dans les dépôts du gouvernement fédéral. . . . .	6.1	....
Diminution dans les autres dépôts . . . . .	....	26.3
Augmentation dans le passif payable en sterling, dollars des Etats-Unis d'Amérique et autres devises étrangères . . . . .	1.0	....
Augmentation dans l'actif en sterling et dollars des Etats-Unis d'Amérique . . . . .	....	1.0
Diminution dans les autres postes de l'actif moins les autres postes du passif . . . . .	8.4	....
	<u>59.6</u>	<u>37.3</u>
<b>A déduire</b>	<b>37.3</b>	
<b>Diminution dans les réserves des banques à charte</b>	<u><u>22.3</u></u>	

**SITUATION MONÉTAIRE** • Le montant des titres du gouvernement fédéral entre les mains des banques à charte a subi une réduction de \$669 millions en 1947, principalement par suite des remboursements opérés par le gouvernement. Cette réduction aurait dû, en soi, être accompagnée d'une réduction du même montant dans le total des dépôts canadiens dans les banques. Mais elle a été plus que contre-balançée au cours de l'année par une augmentation de \$777 millions dans les prêts canadiens des banques et dans leur portefeuille de titres autres que ceux du gouvernement, et, y compris l'effet des changements sur les autres comptes, le total de leurs dépôts au Canada s'est accru de \$178 millions.

La moyenne quotidienne des réserves des banques à charte en 1947 a été inférieure de \$2 millions à celle de 1946. Néanmoins, le total des dépôts en dollars canadiens a augmenté, comme il est dit ci-dessus. A cause de ces deux raisons, par conséquent, la proportion de l'encaisse bancaire a baissé et sa moyenne a été de 10.8 pour cent en 1947 par rapport à 11.4 pour cent en 1946.



**PRÊTS ET PLACEMENTS DES BANQUES A CHARTE**  
(Au 31 décembre en millions de dollars)

- Prêts et autres placements
- Obligations du gouvernement fédéral

En 1947 le gouvernement fédéral a remboursé le solde des certificats de dépôt émis aux banques à charte les années précédentes et dont le montant en cours s'élevait à \$490 millions au 31 décembre 1946. Ces certificats étaient le principal moyen par lequel le gouvernement pouvait emprunter directement aux banques pour ses besoins pendant la guerre, et à une époque, pendant l'automne de 1945, leur montant a atteint un maximum de \$1,340 millions. En 1947 le gouvernement a également remboursé comptant à l'échéance d'autres émissions dont les banques avaient un bon montant en portefeuille.

Au cours de l'année, les obligations fédérales dans le portefeuille des banques à charte ont subi une diminution nette de \$170 millions (à part les titres bancaires spéciaux comme les certificats de dépôt). Cette réduction est due en grande partie aux remboursements du gouvernement mentionnés au paragraphe précédent, plutôt qu'au résultat net de ventes sur le marché. Cependant, de temps en temps, au cours de l'année, les banques ont vendu des obligations du gouvernement à courte et à moyenne échéance pour alimenter leur encaisse.

L'augmentation de \$461 millions dans les prêts canadiens des banques à charte en 1947 bat tous les records annuels. Il n'y a pas eu d'augmentation dans les prêts pour faciliter l'achat d'obligations et d'actions à tempérament et plus de la moitié de l'augmentation est due à des prêts au commerce et à l'industrie. D'après nos calculs, les prêts aux marchands de gros et de détail ont monté d'environ \$120 millions en 1947 et ceux aux manufacturiers de \$160 millions. La hausse des prix, un léger surcroît dans le volume des inventaires, et un plus gros chiffre de crédits aux consommateurs, tout cela a contribué à accroître sensiblement les prêts courants des banques au cours de l'année. En outre, des emprunteurs ont assurément obtenu d'autres crédits contre garantie de disponibilités comme inventaires et comptes à recevoir pour payer des frais d'immobilisation.

Le portefeuille des banques à charte en obligations provinciales et municipales s'est accru de \$169 millions en 1947, et leur

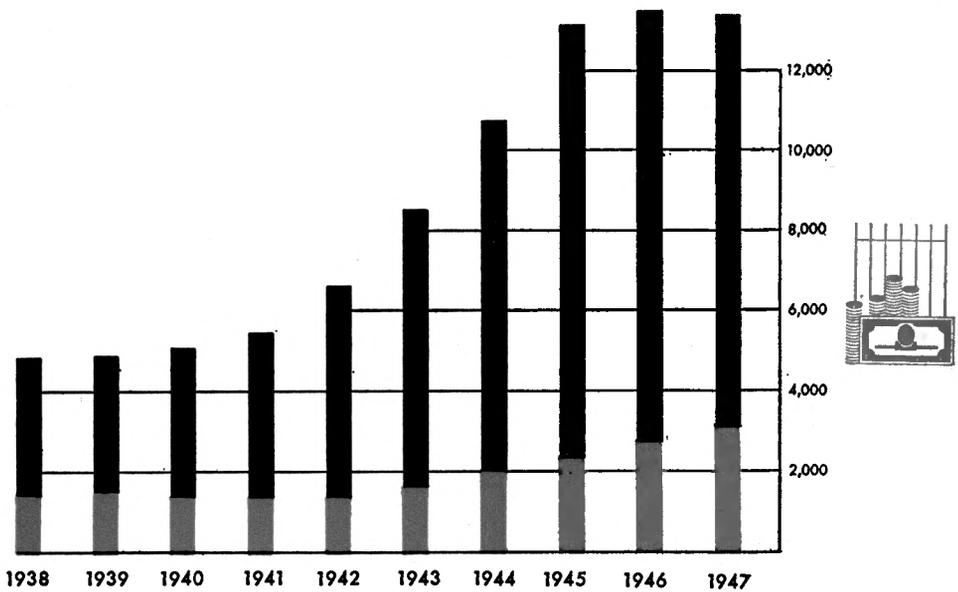
portefeuille d'obligations autres que celles de gouvernements — principalement de débentures industrielles — de \$147 millions. En ce qui concerne les placements provinciaux, municipaux et industriels, la plus grande partie de l'augmentation du portefeuille des banques est due à des souscriptions à l'émission plutôt qu'à des achats de Bourse. Le tableau ci-dessous indique l'importance de la participation des banques aux achats de ces titres durant les dernières années, et fournit une comparaison entre l'augmentation de ces valeurs dans le portefeuille des banques et le montant net des nouveaux capitaux résultant de leur émission.

NATURE DES VALEURS	Montant net des émissions ou remboursements d'o- bligations et actions cano- diennes*				Augmentation nette dans le portefeuille des banques à charte			
	1945	1946	1947	Total	1945	1946	1947	Total
Provinciales . . .	28	6	157	123	22	2	151	175
Municipales . . .	43	3	25	15	15	24	18	57
Industrielles . . .	23	62	81	166	23	88	147	258
	<u>48</u>	<u>59</u>	<u>263</u>	<u>274</u>	<u>60</u>	<u>114</u>	<u>316</u>	<u>490</u>

Il est clair que le rythme actuel des immobilisations impose des efforts aux ressources humaines et matérielles du Canada et fait monter les prix. En même temps le commerce, qui en général a abordé la période d'après-guerre avec une abondance exceptionnelle de fonds liquides, cherche de plus en plus maintenant à se faire financer par les banques.

Dans mon dernier rapport annuel pour 1946, j'ai mentionné qu'au Canada, comme dans la plupart des autres pays, le public

\* Source: Appendice A, page 30. Les chiffres du tableau sont inférieurs à la réalité par le fait que le montant net des émissions au Canada est diminué du montant net des valeurs dans les portefeuilles étrangers qui ont été appelées au remboursement ou remboursées à l'échéance.



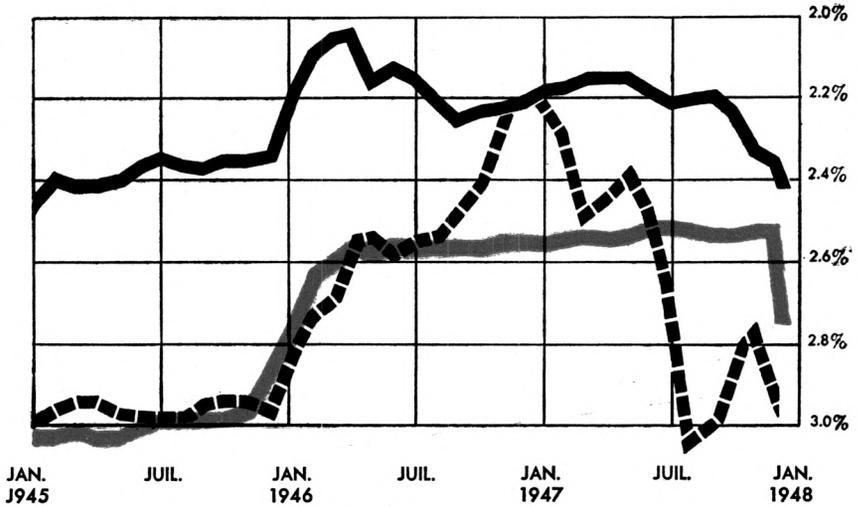
**AVOIRS\* LIQUIDES INACTIFS ENTRE LES MAINS DU PUBLIC**  
*(Années civiles, en millions de dollars)*

- Obligations du gouvernement fédéral
- Comptes d'épargne inactifs

\*Sauf comptes de gouvernements, Banque du Canada et banques à charte.

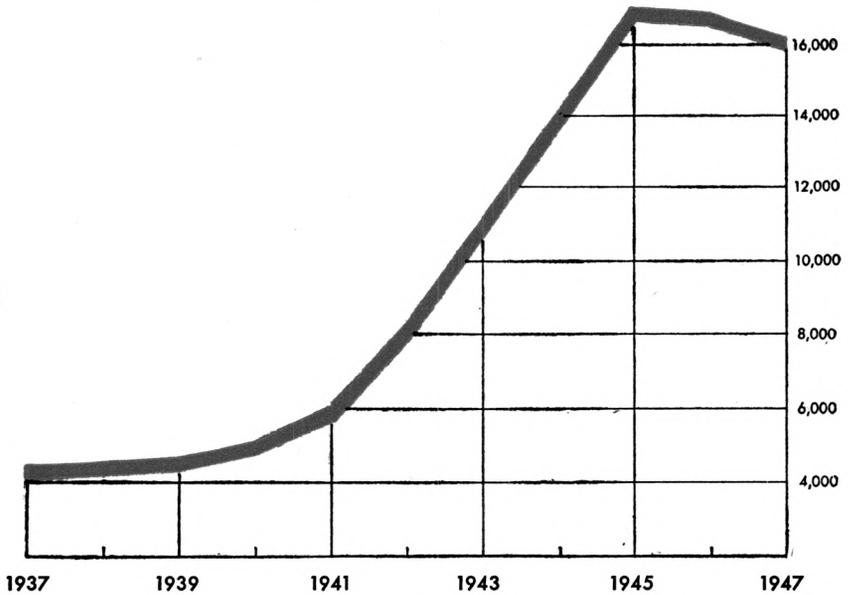
préfère depuis quelques années, conserver une partie de plus en plus grande de ses économies sous forme de dépôts portant intérêt.\* J'ai ajouté que les banques avaient trouvé nécessaire de placer leur argent en valeurs du gouvernement étant donné qu'elles n'avaient pas toujours l'occasion d'employer ces fonds pour faire des prêts commerciaux.

\* La Banque a élaboré un plan de statistiques sur le volume monétaire et les avoirs des banques qui diffère sous plusieurs importants aspects du tableau annexé aux rapports annuels précédents. Les nouveaux tableaux figurent à titre d'Appendices B et C.



**RENDEMENT DE FONDS D'ÉTAT A LONGUE ÉCHÉANCE**  
(Moyennes mensuelles)

- Canada: émission 3% échéance 1er février 1959 — 62
- - - Etats-Unis: émission 2½% échéance 15 décembre 1963 — 68
- · · · · Royaume-Uni: émission 3% échéance 15 avril 1959 — 69



**DETTE FÉDÉRALE EN COURS**  
(Au 31 décembre en millions de dollars)

La situation a radicalement changé en 1947. Une grande expansion s'est produite dans les prêts bancaires et dans les placements en valeurs autres que celles du gouvernement fédéral, comme je l'ai déjà dit plus haut, et par comparaison avec les années précédentes, il a plu au public de mettre une moins grande partie de ses économies sous forme de dépôts portant intérêt. Les banques n'avaient pas l'occasion, comme les années précédentes, de placer leur argent en valeurs du gouvernement, et en 1947 le rapport entre leur avoir en valeurs d'émissions du Dominion et les comptes d'épargne est tombé sensiblement au-dessous du maximum de 90 pour cent convenu entre les banques et le gouvernement au début de 1946.

**MARCHÉS DES VALEURS MOBILIÈRES** • Les cours des obligations fédérales ont été stables en 1947 et le rendement de l'émission à plus lointaine échéance a été d'environ 2.60 pour cent pendant l'année. Au début de janvier 1948, la Banque a abandonné sa coutume de fournir la cote quotidienne des obligations fédérales aux courtiers en valeurs et aux banques à charte, mais elle a continué à acheter et à vendre sur le marché. Les cours ont baissé à ce moment-là au point de porter à 2.80 pour cent le rendement de l'émission à plus longue échéance des obligations de la Victoire.

Les obligations du Royaume-Uni ont subi de grandes fluctuations en 1947. L'émission à plus longue échéance s'est vendue à un prix donnant un rendement d'environ 3.00 pour cent à la fin de 1947, par comparaison avec 2.40 pour cent environ l'année d'avant. Le cours des obligations des Etats-Unis a peu varié pendant les neuf premiers mois mais une baisse au cours du dernier trimestre a fait monter le rendement de la plus longue échéance de 2.33 à 2.48 pour cent.

Les cours des obligations provinciales, municipales et industrielles ont baissé pendant le dernier trimestre au Canada, ce qui a causé un plus grand écart entre leur rendement et celui des obligations du Dominion.

Le tableau du montant net des nouvelles émissions d'obligations et d'actions canadiennes, moins remboursements, qui figure à titre d'Appendice A, montre un contraste encore plus frappant entre 1947 et les années de guerre que 1946. Le montant en cours des obligations intérieures du Dominion a diminué de \$239 millions en 1947 par comparaison avec une augmentation de \$201 millions en 1946. Il y a eu également une réduction nette de \$346 millions en 1947 dans le montant des certificats de dépôt du Dominion, des bons du Trésor et des billets à court terme.

La première série des Obligations d'épargne du Canada lancée en octobre 1946 est restée en vente jusqu'à la fin d'août 1947. Les ventes de 1947 ont été de \$48 millions, ce qui a fait un total de \$535 millions pour l'émission, dont \$417 millions étaient encore en cours à la fin de 1947. En octobre une deuxième série a été émise et, à la fin de décembre, environ 900,000 personnes avaient souscrit \$267 millions. La deuxième série contient un changement important, en ce sens que les souscriptions sont limitées à \$1,000 par personne au lieu de \$2,000 comme dans la première. De nombreuses lettres ont témoigné de l'à-propos des Obligations d'épargne du Canada, et particulièrement de la valeur du mode de paiement pour ceux qui désirent épargner d'une manière systématique.

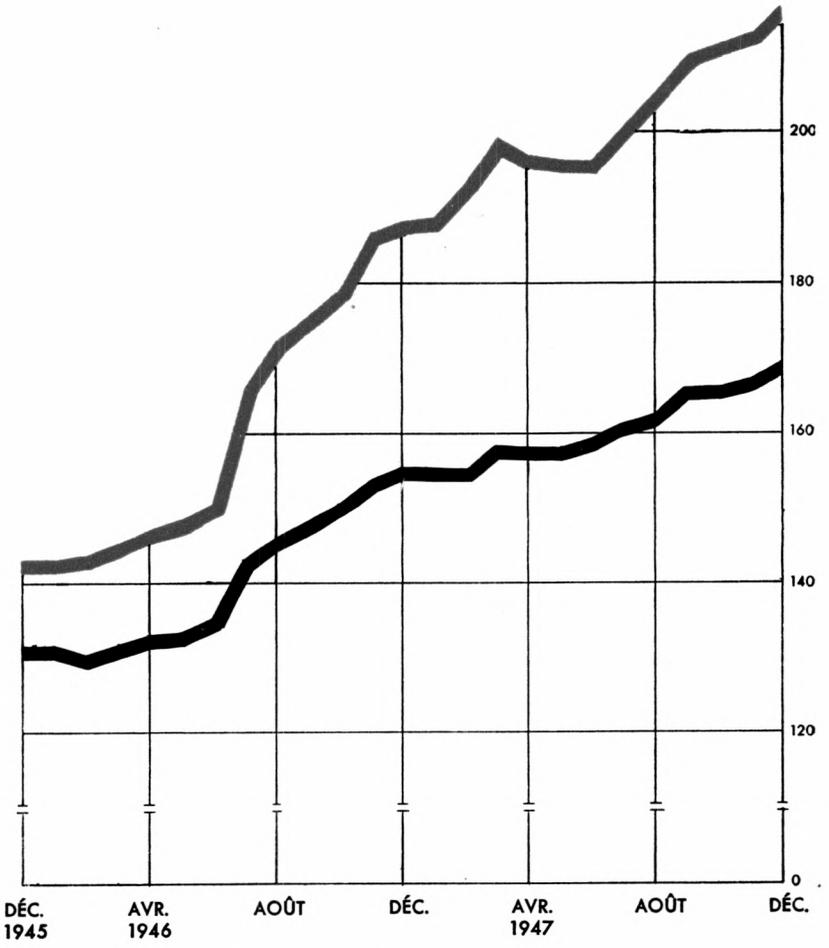
Au cours de 1947 il s'est produit une augmentation dans le total de toutes les obligations provinciales, municipales et industrielles en cours. C'est la première augmentation dans le montant de la dette provinciale depuis 1940, la première dans les émissions industrielles depuis 1936, et la première augmentation sensible dans la dette municipale depuis 1932. Le montant des nouvelles émissions d'actions ordinaires et privilégiées a été plus élevé qu'en 1946 et c'est le plus gros depuis de nombreuses années. Dans le groupe des valeurs autres que celles de gouvernements, l'augmentation nette dans le montant en cours est de \$263 millions en 1947 par comparaison avec \$59 millions en 1946 et une réduction nette de \$48 millions en 1945. Vers la fin de 1947 le marché des nouvelles valeurs mobilières manifesta des signes de congestion et les émissions d'actions ordinaires et privilégiées subirent un gros ralentissement.

**SITUATION ÉCONOMIQUE A L'ÉTRANGER** • Avant d'en venir à la situation économique générale au Canada, il est nécessaire de mentionner brièvement quelques événements à l'étranger. Il y a un an, quoique les pays de l'Europe occidentale fussent encore en train de souffrir de la perte de leurs moyens de production et de leurs placements à l'étranger par suite de la guerre, du manque de combustible et de matières premières, et des bouleversements apportés par la guerre dans leur main-d'oeuvre, le rétablissement intérieur paraissait en bonne voie. Mais en 1947, la production dans ces pays a subi une série de revers. Un hiver inusité de neige et de froid a désorganisé les transports et causé une crise de combustible. Au printemps, des inondations ont nui aux semailles. Plus tard, la sécheresse a encore réduit les récoltes de l'Europe occidentale et occasionné une crise d'énergie hydroélectrique. Vers la fin de l'année, des grèves d'origine politique ont entravé la production industrielle.

Comme résultat, bien que les perspectives aient paru meilleures à la fin de l'année que quelques mois auparavant, le rétablissement de l'Europe occidentale avait été gravement retardé, elle avait instamment besoin de grosses importations de vivres de l'hémisphère Ouest pour l'année courante de récolte. Il avait été également de plus en plus clair en 1947 que l'unification économique de l'Allemagne et le rétablissement de commerce normal entre l'Est et l'Ouest de l'Europe serait pour le moins entravé sinon empêché par des facteurs politiques.

**ÉTATS-UNIS** • Il y a un an on espérait généralement que 1947 apporterait un meilleur équilibre entre l'offre et la demande aux Etats-Unis. Beaucoup de gens prédisaient même qu'il se produirait un recul avant la fin de l'année. Mais rien de cela n'est arrivé en 1947, principalement à cause des infortunes de l'Europe mentionnées plus haut, qui ont inopinément causé une grosse demande de produits américains.

Le total des achats étrangers de marchandises et de services aux Etats-Unis est d'environ \$19 milliards en 1947, par compa-



**INDICES DES PRIX AUX ÉTATS-UNIS**  
(Août 1939 = 100)

- Prix généraux de gros
- Coût de la vie

paraison avec \$15 milliards en 1946, et la conséquence en est encore plus grande que ces chiffres n'indiquent par suite de l'intensité de la demande étrangère pour les produits alimentaires et particulièrement les grains.

Un autre facteur dominant dans la situation actuelle des Etats-Unis est son expansion en matière d'immobilisations. Les dépenses d'immobilisation avaient atteint un chiffre critique au début de 1947 et montraient signe d'hésitation dans la première partie de l'année. Subséquemment, elles ont encore monté malgré la grande hausse des prix, et dépassé \$30 milliards en 1947 par rapport à moins de \$25 milliards en 1946.

Etant donné que ces deux dangereux facteurs de la demande continuaient à prendre de l'accroissement, et que le contrôle des prix n'était plus en vigueur, le niveau des prix aux Etats-Unis est monté sensiblement pendant l'année. L'indice général des prix de gros a enregistré une hausse de 16 pour cent et celui des prix au consommateur environ 9 pour cent. Le salaire moyen de l'heure dans l'industrie manufacturière est monté d'environ 11 pour cent au cours de l'année et la moyenne du salaire hebdomadaire de près de 12 pour cent.

#### Indices des prix et des salaires aux Etats-Unis \*

	<u>Août</u> <u>1939</u>	<u>Août</u> <u>1945</u>	<u>Déc.</u> <u>1946</u>	<u>Déc.</u> <u>1947</u>
Prix généraux de gros ① . . .	100	141	188	217
Prix au consommateur ② . . .	100	131	155	169
Salaire moyen de l'heure ③ . . .	100	162	181	202
Moyenne de salaire hebdomadaire ④	100	175	197	220

★ Chiffres officiels du Bureau de la Statistique du ministère du Travail ramenés à la base d'août 1939 = 100, ou dans le cas des salaires à la moyenne de 1939 = 100.

① Moyenne de mercredis.

② Milieu du mois.

③ Dans l'industrie manufacturière pour la période de paie plus proche du milieu du mois. La moyenne courante des salaires en décembre était de \$1.277 l'heure et de \$52.51 par semaine.

Les prix en 1948 dépendront clairement dans une grande mesure des perspectives de récolte de blé en Europe occidentale et dans les principaux pays exportateurs. L'an dernier le nombre de tonnes de blé récolté dans toute cette région a été inférieur d'environ 12 pour cent à celui de 1946. Une amélioration sensible sur les résultats désappointants de 1947 contribuera fortement à combattre l'inflation.

**EMBAUCHAGE ET PRODUCTION AU CANADA** • En face d'une grosse demande de marchandises et de la hausse des prix dans le monde entier, l'activité économique au Canada a atteint en 1947 un nouveau maximum en temps de paix. Il y a un an le chômage était déjà au très bas niveau de moins de 3 pour cent des travailleurs et cette source ne pouvait fournir qu'une faible addition au chiffre net de l'embauchage en 1947. De fait, une autre petite réduction de 30,000 dans le nombre des chômeurs a été à peu près contre-balancée par des cessations volontaires de travail pendant l'année. En conséquence, la plus grande partie de l'augmentation générale de 100,000, soit 2 pour cent, dans l'embauchage général, est attribuable à l'accroissement naturel de la main-d'oeuvre, qui en a fourni environ 60,000, et à l'immigration.

#### Répartition approximative de la main-d'oeuvre\*

(Milliers)

	Juin 1939	Juin 1944	Nov. 1946	Nov. 1947
Services armés . . . . .	10	780	50	30
Salariés dans les industries de guerre . . . . .	....	1,030	....	....
Salariés dans les industries civiles . . . . .	2,400	2,140	3,150	3,220
Employeurs et travailleurs à leur propre compte } . . . . .				
Agriculture . . . . .	1,280	1,190	1,070*	1,070*
<b>Nombre total au travail—ci-dessus</b>	<b>3,690</b>	<b>5,140</b>	<b>4,780</b>	<b>4,880</b>
Sans travail . . . . .	650	80	120	90
Ménagères, étudiants et tous les autres âgés de 14 ans et plus . . . . .	3,950	3,670	4,270	4,330
<b>Population totale de 14 ans et plus</b>	<b>8,290</b>	<b>8,890</b>	<b>9,170</b>	<b>9,300</b>

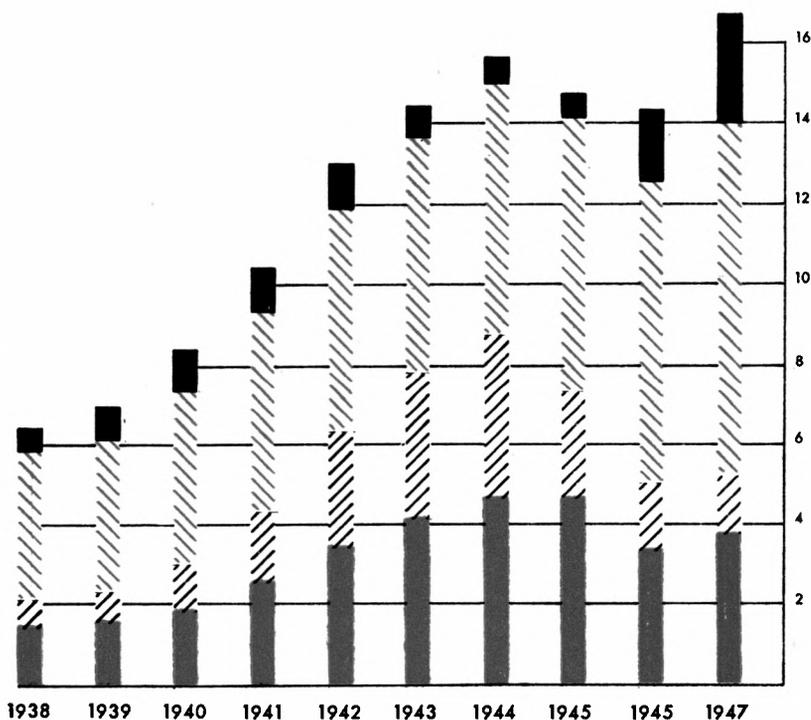
\* D'après les données du Bureau fédéral de la Statistique et du ministère du Travail.

\* Effet de la diminution saisonnière en agriculture.

Les progrès de la productivité industrielle, généralement lents dans tous les cas, ont été retardés en 1947 par des arrêts continuels dans la livraison de certains matériaux de base comme l'acier. Les renseignements disponibles semblent indiquer que le rendement industriel a augmenté d'environ 10 pour cent au cours de l'année, tandis que le volume de la production agricole a diminué d'environ 7 pour cent par suite du mauvais temps. Il est difficile de calculer le chiffre des services qui comptent pour environ un tiers dans le total de la main-d'oeuvre et pour un peu plus que cela dans la valeur de la production totale. Toutefois, la production des services n'a probablement guère été plus grande en 1947 qu'en 1946 et il est possible que le volume général de marchandises et de services n'ait subi qu'une légère augmentation au cours de l'année.

**DÉPENSES ET PRIX** • Tandis que le volume matériel de la production de marchandises et de services au Canada n'augmentait que légèrement de 1946 à 1947, le total des dollars dépensés en marchandises et services au Canada augmentait sensiblement. Les achats étrangers au Canada ont dépassé de 11 pour cent le chiffre extrêmement élevé de 1946 pour une année de paix. Les déboursés de fonds privés en usines, outillage et logements ont augmenté de plus de 50 pour cent, et la valeur comptable des inventaires d'environ 30 pour cent au cours de l'année. Les consommateurs ont dépensé une plus grande partie de leurs revenus que n'importe quelle année depuis 1939, et cela, ajouté à la grosse augmentation de leurs revenus, a porté le chiffre des dollars dépensés en marchandises de consommation et services à 16 pour cent au-dessus de celui de 1946. Une importante diminution dans les dépenses du gouvernement fédéral en marchandises et services a plus que contre-balancé l'augmentation des dépenses provinciales et municipales. L'effet de cette augmentation générale dans les dépenses au Canada a été mitigé par l'augmentation considérable qui a eu lieu dans les importations de marchandises, dont le chiffre a monté de plus de \$700 millions, soit presque 40 pour cent, de 1946 à 1947. Du point de vue des chiffres, l'augmentation dans les importations de marchandises n'est guère que de quelque 15 pour

cent, mais cette addition au volume de matières premières, d'instruments de production et d'autres marchandises à notre disposition au pays a certainement aidé la situation.



**CHIFFRE APPROXIMATIF DES DÉPENSES\* AU CANADA**  
*(Années civiles, en milliards de dollars)*

- Placements de fonds privés (y compris stocks d'inventaire)
- ▨ Dépenses personnelles en marchandises de consommation et services
- ▧ Dépenses de tous les gouvernements en marchandises et services
- Exportations de marchandises et services

\*Avant de déduire coût des importations de marchandises et de services.

## Chiffre approximatif des dépenses en marchandises et services au Canada\*

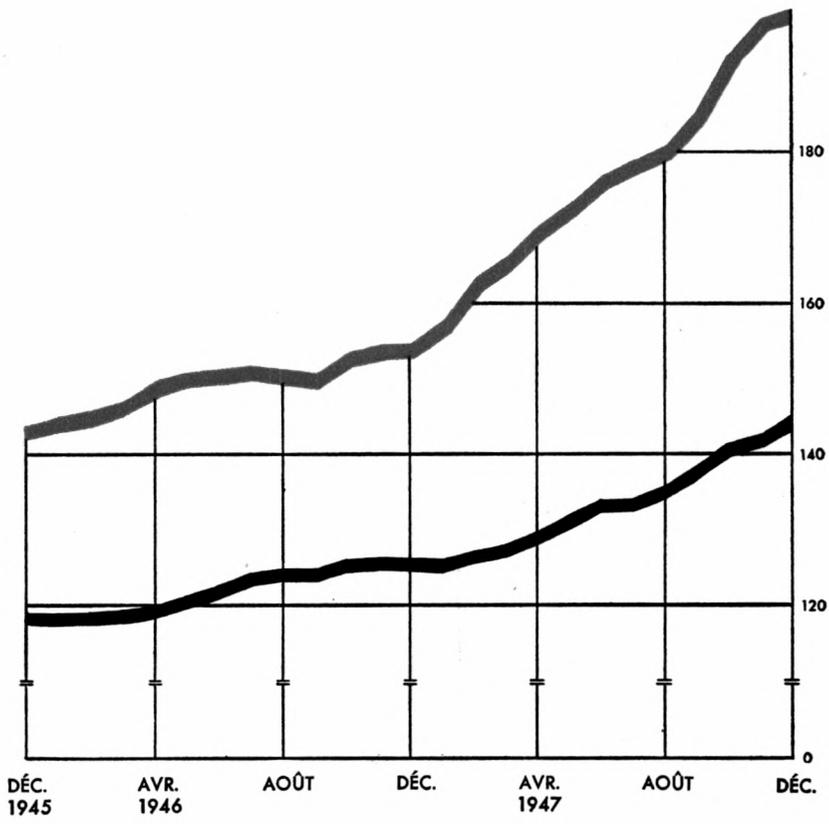
(années civiles, en milliards de dollars)

	1938	1944	1946	Prélim. 1947
Exportations de marchandises et services <sup>①</sup> . . . . .	1.4	4.5	3.4	3.7
Achats de stocks de marchandises . . . . .	. . .	.1	.5	.8
Autres placements du public . . . . .	.6	.7	1.3	2.0
Dépenses de tous les gouvernements en marchandises et services . . . . .	.7	4.1	1.7	1.5
Dépenses personnelles en marchandises de consommation et services . . . . .	3.7	6.1	7.7	8.7
<b>Total partiel</b> . . . . .	6.4	15.3	14.6	16.7
<i>Moins</i> — Coût des importations de marchandises et de services compris ci-dessus . . . . .	1.3	3.5	2.9	3.6
<b>Chiffre brut des dépenses nationales</b>				
( = Production nationale brute) . . . . .	5.1	11.8	11.7	13.1

Déduction faite du plus gros montant compensateur des importations, le chiffre total de nos dépenses en marchandises et services au Canada en 1947, à savoir le chiffre brut des dépenses nationales, est supérieur d'environ \$1,400 millions à celui de 1946, c'est-à-dire à peu près 12 pour cent de 1946 à 1947. Attendu que la production de marchandises et de services n'excédait que légèrement celle de 1946, une différence si considérable est clairement due à la hausse des prix. Dans le cas des immobilisations du public, où la différence est importante même sous le rapport du volume, l'augmentation a clairement été un facteur important dans la hausse des prix. Mais dans le cas des dépenses de consommation, où la différence n'est qu'une faible proportion du volume, la hausse des prix et l'augmentation dans les dépenses sont en grande partie

★ D'après les comptes nationaux: Revenus et dépenses, 1938-46 et 1946-47, publiés par le Bureau fédéral de la statistique. Quelques minimes modifications ont été apportées aux chiffres du Bureau pour éliminer les résidus provenant d'erreurs et omissions.

① Les dépenses du Dominion pour l'Aide Mutuelle, UNRRA et autres secours, ne sont pas comprises dans les dépenses de gouvernements et comptées dans les exportations.



**INDICES DES PRIX AU CANADA**  
 (Août 1939 = 100)

- Prix généraux de gros
- Coût de la vie

dues au coût croissant des importations de marchandises ou de matériaux, et à la hausse des prix sur les marchés d'exportation.

L'effet combiné de la pression exercée sur notre niveau des prix par des sources étrangères et intérieures a été de faire monter l'indice général des prix de gros de 28 pour cent, et l'indice du coût de la vie de 15 pour cent en 1947. Quoique le niveau des salaires ait varié considérablement parmi les différents groupes de travailleurs, la moyenne du salaire de l'heure dans l'industrie manufacturière a également monté d'environ 15 pour cent au cours de l'année et la moyenne du salaire hebdomadaire de près de 16 pour cent.

#### Indices des prix et des salaires au Canada\*

	Août 1938	Août 1944	Déc. 1946	Déc. 1947
Prix généraux de gros ① . . . . .	100	144	155	198
Coût de la vie ② . . . . .	100	120	126	145
Salaire moyen de l'heure ③ . . . . .	100	157	168	193
Moyenne de salaire hebdomadaire ③	100	154	161	186

J'ai dit dans mon dernier rapport annuel que la hausse des prix au Canada avait été beaucoup moins accentuée qu'aux Etats-Unis depuis la fin de la guerre. Au cours de l'année écoulée la différence est devenue moins grande mais le niveau général des prix et des coûts au Canada est encore plus bas qu'aux Etats-Unis et dans la plupart des autres pays, par rapport aux périodes de base normales.

Le fait que nous avons exporté près de \$2,800 millions de marchandises en 1947, que nous en importons presque autant,

★ Chiffres officiels du Bureau fédéral de la statistique ramenés à la base d'août 1939 = 100, ou pour le salaire de l'heure à moyenne de 1939 = 100.

① Milieu du mois.

② Premier jour du mois.

③ Pour les ouvriers à l'heure dans les établissements manufacturiers de 15 employés ou plus. Les chiffres sont ceux de la dernière période de paie du mois précédent. La moyenne courante des salaires en décembre était de 85½¢. l'heure et de \$37.19 par semaine.

et que les prix de ces marchandises sont régis directement et immédiatement par les fluctuations des prix étrangers, explique la difficulté de protéger les prix au Canada de l'effet des variations à l'étranger. Aucun pays n'aurait pu se mettre complètement à l'abri de la hausse mondiale des prix sans élever sensiblement le taux de son change et sans recourir à de plus gros impôts. Théoriquement, on peut prétendre qu'on pourrait y arriver au moyen de régies directes, mais il faudrait qu'elles soient beaucoup plus rigoureuses et plus complètes qu'en temps de guerre, pour le moins.

**CHANGE ÉTRANGER** • La réduction dans les réserves d'or et de change étranger au Canada en 1947 a quelque peu fait oublier que nous avons exporté cette année-là plus de marchandises et de services que nous en avons importés. La croissante capacité productive du Canada est démontrée par le fait que pendant cette époque d'expansion extraordinaire d'immobilisations et d'énormes importations d'instruments de production nous n'avons pas, au contraire de 1929 et des époques précédentes de prospérité, éprouvé de déficit dans notre compte courant avec le reste du monde dans l'ensemble.

Notre problème actuel du change étranger n'a donc pas été causé par l'insuffisance de productivité, ni non plus par la nature de nos produits. Il découle plutôt de la direction traditionnelle de nos exportations et de nos importations et des difficultés auxquelles sont en proie nos clients traditionnels en Europe occidentale. Dans les circonstances actuelles de pénurie, une grande partie de notre surplus qui est normalement exportée en Europe, consiste en marchandises pour lesquelles il existe une grosse demande au comptant ailleurs qu'en Europe, mais nous avons continué à fournir nos clients traditionnels quoiqu'ils soient incapables de nous payer entièrement comptant, ou de nous envoyer une plus grosse quantité de marchandises.

Le rapport de l'an dernier fait allusion aux crédits à l'exportation que le Canada, ainsi que les Etats-Unis et d'autres pays, a ouverts à ses alliés dévastés par la guerre, en partie dans le but général de rétablir leur économie et de remettre leur commerce

sur pied. En 1947, nous avons financé quelque \$560 millions de nos ventes à l'étranger au moyen de nos crédits à l'exportation, et environ \$40 millions à même les fonds de secours canadiens. Pour environ \$600 millions de nos ventes, par conséquent, nous n'avons retiré aucun argent. En même temps, nous étions obligés de payer comptant nos achats dans d'autres pays, et nos ventes totales aux autres pays n'ont excédé nos achats que d'un petit montant, dans les \$70 millions. En conséquence notre compte courant de transactions avec les autres pays a accusé un déficit de près de \$530 millions, ce qui a diminué d'autant nos réserves de change étranger. Cela, ajouté aux \$74 millions de souscription au Fonds monétaire international, aux remboursements d'obligations canadiennes dans les portefeuilles étrangers, et aux autres envois nets de capitaux à l'étranger, explique la réduction générale de \$743 millions dans nos réserves d'or et de change étranger en 1947.

Quand le Canada a entrepris son programme d'environ \$1,850 millions de crédits à l'exportation, on prévoyait de grosses demandes sur les réserves de change, même si, comme on l'espérait alors, les crédits étaient échelonnés jusqu'en 1950. Par suite des infortunes éprouvées par l'Europe mentionnées plus haut, le besoin de produits canadiens a été plus grand, la quantité de marchandises susceptibles d'être exportées au Canada a été plus faible, et les demandes de crédits ont été plus rapides qu'on ne s'y attendait. De fait, plus des trois quarts étaient épuisés à la fin de 1947.

Vu le montant actuel de nos réserves d'or et de change étranger et l'importance de notre commerce avec les autres pays, il est clair qu'il faut accroître ces réserves. Dans ces circonstances, toute exportation à crédit doit être compensée par un solde général de surplus de recettes au moins égal au montant des ventes d'exportation qui ne sont pas payées comptant. La création d'une plus grosse balance favorable exige une augmentation dans nos exportations, ou une réduction dans nos importations, ou les deux à la fois. En dernière analyse (et à part une hausse dans la moyenne des prix d'exportation par rapport à la moyenne des prix d'importation) on ne peut y arriver qu'en augmentant la productivité et la

production, ou en réduisant ou en remettant à plus tard les dépenses au sein du pays, particulièrement pour les immobilisations qui ne sont pas essentielles.

Le programme de rétablissement européen proposé par les Etats-Unis offre naturellement un grand intérêt pour le Canada. La mise à exécution de ce programme ne supprimerait pas la nécessité d'augmenter son surplus de compte courant dans notre balance générale des paiements. Nous avons besoin d'augmenter ce surplus pour arriver à ramener nos réserves de change à un niveau plus normal et aider d'autres pays même sur une plus petite échelle que ces dernières années. Ce qu'un programme de rétablissement européen peut accomplir, pour le moment, est de faciliter la continuation des exportations canadiennes aux pays de l'Europe occidentale qui en ont grandement besoin; et sans programme de ce genre, le problème du change au Canada, et en réalité de presque toute l'Europe occidentale, serait considérablement aggravé. Mais ce qui nous intéresse encore davantage, c'est l'effet à long terme d'un programme de rétablissement européen. Quand la grosse demande pour les marchandises aura diminué, la mesure dans laquelle l'Europe sera rétablie aura une grande influence sur les exportations canadiennes et l'embauchage au Canada. Nous sommes par conséquent essentiellement intéressés par tout programme susceptible de renforcer l'économie européenne et de la rétablir comme important facteur dans le commerce normal entre les nations.

Je passe maintenant aux changements importants apportés dans les comptes de la Banque du Canada en 1947, et sur lesquels il est d'usage de commenter dans le présent rapport.

**FORME DU BILAN** • Conformément aux dispositions de l'article 33, paragraphe 6, de la Loi modifiant la Loi sur la Banque du Canada, certains changements ont été apportés à la forme du bilan de la Banque. Dans l'ancienne forme, le capital-actions de la Banque d'expansion industrielle figurait nécessairement sous la rubrique "Autres placements." Ce poste de notre actif a maintenant une rubrique spéciale.

Comme le stipule l'article 21 (1) (n) de la Loi modifiant la Loi sur la Banque du Canada, la Banque a conservé des fonds d'opération dans les banques centrales de divers pays. Quand la monnaie du pays n'était pas la livre sterling, le dollar des Etats-Unis ou convertible en or, l'ancienne forme du bilan de la Banque ne permettait pas de faire figurer ces fonds comme faisant partie de nos devises étrangères et ils étaient par conséquent inclus sous la rubrique "Tout autre actif". Dans ces circonstances et par le fait que la rubrique "Réserve" sous laquelle sont groupés les quatre premiers postes de l'actif du bilan, n'a pas grande utilité en ce moment où les réserves-or et de change étranger du Canada sont presque entièrement entre les mains de la Commission de contrôle du change étranger, il a été décidé d'omettre la rubrique "Réserve" et de changer "Autres devises de pays à étalon or" en "Autres devises". En même temps le No 5 du passif du bilan a été révisé dans le même sens et devient "Passif payable en sterling, monnaie des Etats-Unis d'Amérique et autres devises étrangères" au lieu de "Passif payable en sterling, monnaie des Etats-Unis d'Amérique et devises-or étrangères."

Dans la description suivante des changements importants apportés à nos comptes en 1947, une explication spéciale accompagne les cas où la comparaison est compliquée par les changements précités dans la forme du bilan de la Banque.

**BILLETS EN CIRCULATION** • La Banque du Canada avait émis à la fin de 1947 pour \$1,211,350,386 de billets, soit \$25,148,705 de plus que l'année précédente à la même date. Sur ce montant de billets en circulation, \$1,027,400,000 étaient entre les mains du public et \$183,900,000 dans les banques à charte. Le nombre entre les mains du public avait augmenté de \$18,100,000 par comparaison avec \$43,100,000 en 1946 et cette augmentation annuelle est la plus faible depuis 1938.

**PLACEMENTS** • Le portefeuille d'obligations fédérales et provinciales de la Banque était évalué à \$1,879,554,162 au 31 décembre 1947 et avait diminué de \$26,046,847 pendant l'année. Cette

diminution dans notre portefeuille d'obligations de gouvernements s'explique par le remboursement de certaines émissions bancaires à courte échéance que possédait la Banque plutôt que par des ventes sur le marché; au contraire, la Banque a ajouté à son portefeuille un assez gros montant d'obligations de gouvernements à court et moyen terme qu'elle a achetées sur le marché au cours de l'année.

L'article 21 (1) (d) de la Loi modifiant la Loi sur la Banque du Canada stipule que le portefeuille de la Banque en obligations de gouvernements à plus de 10 ans d'échéance ne doit pas excéder en valeur cinq fois le montant du capital versé et des réserves de la Banque, à savoir \$75,300,000. La valeur au pair de ces valeurs dans notre portefeuille au 31 décembre dernier était de \$44,800,000 par comparaison avec \$45,000,000 l'année d'avant.

**CAPITAL-ACTIONS DE LA BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE** • Au 31 décembre 1947, la Banque avait en portefeuille le capital-actions de la Banque d'expansion industrielle évalué à \$25,000,000 et représenté par deux cent cinquante mille actions. Cent mille actions avaient été achetées en 1944 en conformité des dispositions de l'article 12, paragraphe 2 de la Loi sur la Banque industrielle du Canada. Pour satisfaire les plus grands besoins de capitaux de la Banque d'expansion industrielle, nous avons acheté en vertu de la même autorité une autre tranche de cinquante mille actions en 1946 et les dernières cent mille actions de notre souscription en 1947. Les années précédentes les titres figuraient à notre actif sous la rubrique "Autres titres" du bilan.

**PROFITS ET PERTES** • Le profit net de nos opérations en 1947, déduction faite des provisions pour éventualités et réserves, est de \$19,053,325.43. Le dividende de \$225,000 sur les actions au nom du ministre des Finances laisse un montant de \$18,828,325.43 par comparaison avec \$21,011,194.96 en 1946. Les recettes d'intérêt et d'escompte de la Banque ont été légèrement inférieures à celles de 1946, et les frais d'exploitation plus élevés par suite du

plus grand nombre d'employés mentionné au paragraphe du personnel.

**LE TAUX DE LA BANQUE** • Le taux de la Banque est demeuré fixe à 1½ pour cent en 1947. Comme au cours des années précédentes, les banques à charte ont eu peu d'occasions de nous demander des emprunts.

**PERSONNEL** • Le personnel de la Banque, y compris les employés au service de la Commission de contrôle du change étranger se chiffrait à 1,316 au 31 décembre 1947, soit 295 de plus que l'an dernier. Une réduction de 125 dans le personnel d'autres services a été plus que contre-balancée par le fait qu'en conformité des dispositions de la Loi sur la Commission de contrôle des changes la Banque a été obligée de fournir à la Commission les fonctionnaires, les commis et les employés dont elle avait besoin.

Le volume croissant des transactions de change, les modifications de méthodes d'opération occasionnées par les changements dans les modes de règlement des balances commerciales avec la zone sterling, et les nouvelles fonctions et responsabilités résultant des restrictions sur les importations et les voyages annoncées par le gouvernement en novembre, ont contribué à porter le nombre du personnel au service de la Commission de 240 au commencement de l'année à 420 au 31 décembre.

Je profite de l'occasion pour exprimer mes sincères remerciements aux membres du personnel pour leur excellente collaboration ainsi que l'énergie et la loyauté dont ils ont fait preuve dans l'exercice de leurs fonctions au cours de l'année.

Veillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

*Le gouverneur,*

G. F. TOWERS.



## COMPTÉ DE PROFITS ET PERTES

*pour l'année terminée le 31 décembre 1947*



PROFITS POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 1947, déduction faite des provisions pour éventualités et réserves . . . . . \$ 19,053,325.43

RÉPARTIS COMME SUIT: Dividendes pour l'année terminée le 31 décembre 1947 au taux de  $4\frac{1}{2}\%$  l'an:

<i>No 26 payé le 2 juillet 1947</i> . . . \$ 112,500.00	
<i>No 27 payable le 2 janvier 1948</i> . . . 112,500.00	225,000.00
	<hr/>

SOLDE, VERSÉ AU RECEVEUR GÉNÉRAL DU CANADA pour crédit au fonds du revenu consolidé . . . . . \$18,828,325.43



**ACTIF**

<b>Change étranger:</b> Sterling et dollars des Etats-Unis d'Amérique — au prix du marché . . . . \$	1,958,590.87	
Autres devises — au prix du marché . . . . .	226,483.34 \$	2,185,074.21
<b>Monnaies divisionnaires</b> . . . . .		131,437.02
<b>Placements:</b> Titres à court terme des gouvernements fédéral et provinciaux, y compris titres garantis par le gouvernement fédéral — ne dépassant pas la valeur courante . . . . .	1,022,024,821.94	
Autres titres des gouvernements fédéral et provinciaux, y compris titres garantis par le gouvernement fédéral — ne dépassant pas la valeur courante . . . . .	857,529,339.78	1,879,554,161.72
<b>Banque d'Expansion Industrielle:</b> Prix d'achat de tout le capital-actions . . . . .		25,000,000.00
<b>Immeubles de la Banque:</b> Terrains, bâtiments au prix coûtant moins les amortissements . . . . .		2,341,722.08
<b>Tout autre actif</b> . . . . .		16,008,083.50
		<u>\$ 1,925,220,478.53</u>

*Le gouverneur,*  
G.-F. TOWERS

*Le comptable en chef,*  
H.-R. EXTENCE

APPENDICE A

Chiffres Approximatifs du Montant Net des Nouvelles Emissions  
ou des remboursements

(Valeur au pair en millions de dollars canadiens)

ANNÉE CIVILE	Obligations fédérales et des chemins de fer		Obligations provincia- les	Obligations municipales	Carparations		TOTAL
	Nationaux*				Obligations	Actions	
<b>Payables au Canada seulement</b>	1936....	170	66	13	182	44	449
	1937....	25	82	9	75	32	205
	1938....	91	59	9	31	9	181
	1939....	74	51	24	96	14	211
	1940....	444	75	14	22	5	488
	1941....	730	—	32	33	—	665
	1942....	1,830	7	47	11	3	1,776
	1943....	2,606	7	40	26	—	2,547
	1944....	2,692	39	17	18	—	2,618
	1945....	3,551	14	34	52	25	3,580
	1946....	201	30	11	121	71	434
	1947....	239	227*	95	236	9†	328
<b>Payables à l'étranger seulement ou au choix</b>	1936....	39	27	14	141	—	221
	1937....	14	24	16	87	—	141
	1938....	21	11	21	42	—	95
	1939....	96	29	15	129	—	211
	1940....	144	15	16	35	—	210
	1941....	193	18	14	31	—	256
	1942....	292	41	14	64	—	411
	1943....	148	25	13	36	—	222
	1944....	68	27	10	20	—	125
	1945....	47	14	9	54	—	124
	1946....	154	36	8	130	—	328
	1947....	31	70	70	151	13	335
<b>Total</b>	1936....	131	39	27	41	44	228
	1937....	11	58	25	12	32	64
	1938....	70	48	30	11	9	86
	1939....	22	80	39	33	14	—
	1940....	300	60	30	57	5	278
	1941....	537	18	46	64	—	409
	1942....	1,538	34	61	75	3	1,365
	1943....	2,458	18	53	62	—	2,325
	1944....	2,624	66	27	38	—	2,493
	1945....	3,504	28	43	2	25	3,456
	1946....	47	6	3	9	71	106
	1947....	270	157*	25	85	4†	7

\* Y compris les certificats d'épargne de guerre, mais non les bons du Trésor, les certificats de dépôts et les billets à court terme vendus directement à la Banque du Canada et aux banques à charte, dont le montant en cours a augmenté de 12, 0, 5, 200, 315, 290, 633, 535, 248, 695, 250 et 346 pendant les années civiles de 1936 à 1947 respectivement.

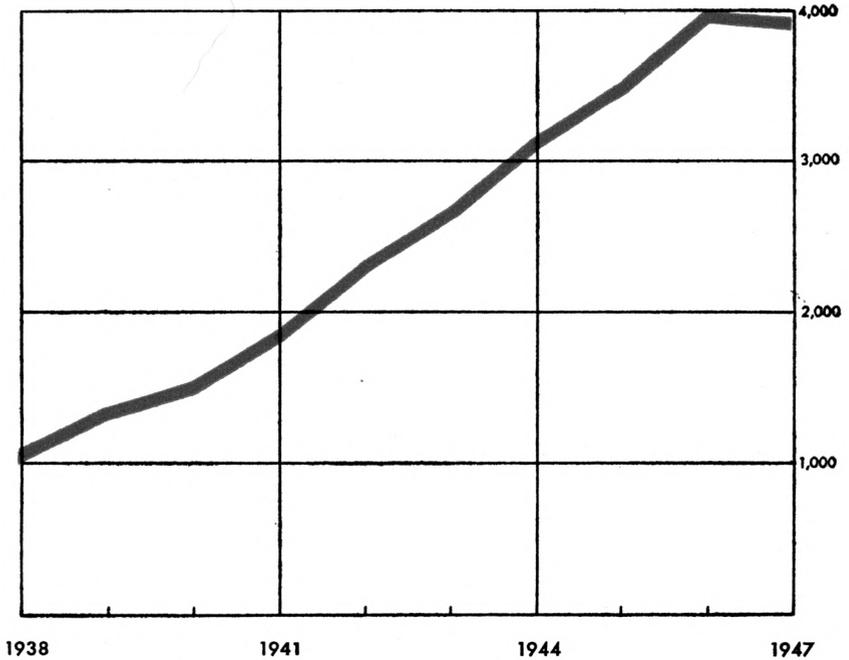
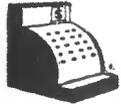
\* Y compris l'émission de \$112 millions de débentures de Hydro-Québec.

† Y compris le remboursement de \$112 millions pour les actions de la Montreal Light, Heat and Power.

**Volume monétaire et avoirs connexes des banques**

Au cours de 1947 le service des études économiques de la Banque a préparé un plan de statistiques sur le volume monétaire et les avoirs connexes des banques qui diffère sous plusieurs importants aspects du tableau publié dans les rapports annuels précédents. A notre avis la nouvelle série permet d'attaquer plus facilement le problème de mesurer les fluctuations du volume monétaire dans les circonstances actuelles. Dans l'espoir que ces statistiques intéresseront ceux qui suivent les mouvements de la situation monétaire, nous les ajoutons à titre d'appendice au présent rapport et nous avons également l'intention de les publier chaque mois dans le Sommaire statistique de la Banque.

En mesurant le volume monétaire il faut décider les catégories de dépôts bancaires qu'il y a lieu de classer comme "argent" et et celles qui, par leur nature même, sont plus susceptibles d'être considérées comme faisant partie des autres disponibilités du public comme par exemple les obligations de gouvernements. En général, la méthode de classer les dépôts bancaires comme "argent" a été trouvée satisfaisante quand il est permis de tirer dessus par chèque. Dans d'autres pays cette méthode a donné d'assez bons résultats parce qu'il n'est pas permis de tirer des chèques sur les comptes d'épargne. Au Canada, toutefois, la pratique de tirer des chèques sur les comptes d'épargne est générale et cela a toujours rendu difficile le problème de compiler des statistiques sur le le volume monétaire. Négliger tous les comptes d'épargne des banques à charte reviendrait à ignorer le fait évident que pour beaucoup de gens un compte d'épargne est un compte actif sur lequel on peut tirer des chèques et qui ressemble beaucoup à un compte courant. D'un autre côté, nous savons, d'après les chiffres disponibles, que la plus grande partie du montant en dépôt dans les comptes d'épargne est inactive en pratique. Les banques à charte paient intérêt sur le minimum du solde trimestriel des comptes d'épargne personnels, c'est-à-dire sur le montant qui n'a



**VOLUME MONÉTAIRE**  
(Au 31 décembre en millions de dollars)

pas été touché au cours du trimestre; d'après le montant d'intérêt payé de ce fait par comparaison avec le taux nominal d'intérêt, il est apparent que le total minimum du solde trimestriel des comptes d'épargne personnels représente environ les cinq sixièmes du total des dépôts actuels.

Nous avons donc jugé qu'il est possible d'obtenir une meilleure idée de l'expansion monétaire au Canada — et de faire des comparaisons avec les statistiques usuelles du même genre dans les autres pays — en omettant le minimum du solde trimestriel des comptes d'épargne personnels et des dépôts sur préavis non-personnels, du volume des statistiques monétaires. Il a paru préférable d'exclure ces dépôts du volume monétaire par le fait

qu'ils sont en réalité inactifs en pratique, plutôt que de les inclure parce qu'ils peuvent devenir actifs du fait qu'on peut tirer des chèques dessus.

Les rapports publiés par les banques à charte canadiennes comprennent à l'actif le poste "Chèques sur d'autres banques" qui représente le montant des chèques crédités au compte du bénéficiaire mais pas encore porté au débit du tireur. Le montant de ces chèques "en transit" figure par conséquent deux fois dans le chiffre des dépôts bancaires. Dans le tableau de l'appendice nous avons déduit les "chèques sur d'autres banques" des dépôts des banques à charte pour éviter ce double emploi. Les Etats-Unis font une déduction du même genre en calculant la "Mise au point des dépôts sur demande" de leurs banques commerciales.

Les dépôts du gouvernement sont traités de différentes manières dans différents pays en ce qui concerne les statistiques du volume monétaire. Dans quelques pays, y compris les Etats-Unis, le chiffre le plus usité des dépôts bancaires omet les dépôts du gouvernement. En somme il paraît préférable de ne pas compter les dépôts du gouvernement fédéral dans le volume monétaire.

Par le fait que les montants ci-dessus n'ont pas été compris dans le chiffre du "volume monétaire" il fallu faire des corrections correspondantes dans les chiffres des avoirs connexes des banques. Les dépôts du gouvernement fédéral en dollars canadiens dans les banques à charte et le compte du gouvernement fédéral à la Banque du Canada ont été déduits du total des obligations du gouvernement dans le portefeuille de la Banque du Canada et des banques à charte. Cette déduction a pour résultat de donner un chiffre net du portefeuille-fonds d'Etat du système bancaire, analogue à celui qu'on aurait si le gouvernement avait appliqué ses soldes de caisse au remboursement de ses obligations dans le portefeuille des banques.

Le total minimum du solde trimestriel des comptes d'épargne personnels et des dépôts sur préavis non-personnels ont été également déduits des avoirs connexes des banques attendu qu'ils n'ont pas été compris dans le "Volume monétaire".

APPENDICE B • Volume Monétaire et Avoirs

VOLUME MONÉTAIRE	1938	1939	1940
<b>En dehors des banques</b>			
Billets ①	207	247	341
Monnaie ②	31	34	38
<i>Total en circulation</i>	238	281	379
<b>Dépôts bancaires</b>			
Banques à charte			
Sur demande ③	734	853	1,031
Préavis actifs ④	187	197	203
Autres que Gouvernement fédéral ⑤	42	157	112
<i>Total</i>	963	1,207	1,346
<i>Moins montant flottant ⑥</i>	116	136	172
<i>Total net</i>	847	1,071	1,174
"Autres" dépôts de la Banque du Canada ⑦	3	18	10
<i>Total des dépôts bancaires</i>	850	1,089	1,184
<b>Total du volume monétaire</b>	1,088	1,370	1,563

**AVOIRS CONNEXES DE LA BANQUE DU CANADA ET DES BANQUES A CHARTE**

<b>Placements du gouvernement, or et change</b>			
Or et change de la Banque du Canada ⑧	214	290	38
Valeurs bancaires ⑨	196	425	743
Autres placements du gouvernement			
Obligations ⑩	753	752	737
Avances sur Obligations de la Victoire ⑪	..	..	..
<i>Total</i>	753	752	737
<i>Total des placements du gouvernement, or et change.</i>	1,163	1,467	1,518
<i>Moins dépôts du gouvernement ⑫</i>	79	145	32
<i>Total net</i>	1,084	1,322	1,486
<b>Tous les autres emprunts et placements ⑬</b>	1,628	1,767	1,720
<i>Moins dépôts sur préavis inactifs ⑭</i>	1,472	1,544	1,438
<b>Total des avoirs connexes des banques</b>	1,240	1,545	1,768

① Billets en circulation de la Banque du Canada et des banques à charte, sauf ceux dans les banques à charte.

② Monnaie de compte émise par l'Hôtel de la Monnaie moins la monnaie dans la Banque du Canada et les banques à charte au Canada.

③ Dépôts publics sur demande dans les banques à charte au Canada.

④ Dépôts publics sur préavis dans les banques à charte au Canada autres que le minimum approximatif du solde trimestriel des comptes d'épargne personnels et des dépôts non-personnels sur préavis.

⑤ Dépôts en dollars canadiens de gouvernements provinciaux, de banques canadiennes, du Royaume-Uni et étrangères dans les banques à charte.

⑥ Chèques sur les banques d'après les relevés de fin de mois des banques à charte au Ministre des Finances.

⑦ Autres dépôts de la Banque du Canada d'après les états publiés à chaque fin de mois, à savoir sauf les dépôts du gouvernement fédéral, des banques à charte et étrangers.

⑧ Or et change étranger de la Banque du Canada moins dépôts payables en change étranger.

**Connexes des Banques • (Au 31 décembre en millions de dollars)**

1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947
450	633	794	930	992	1,031	1,046
<u>42</u>	<u>49</u>	<u>55</u>	<u>60</u>	<u>63</u>	<u>65</u>	<u>66</u>
492	682	849	990	1,055	1,096	1,112
1,268	1,499	1,697	1,862	2,063	2,291	2,296
<u>236</u>	<u>238</u>	<u>294</u>	<u>363</u>	<u>474</u>	<u>614</u>	<u>597</u>
97	121	134	153	172	229	233
1,601	1,858	2,125	2,378	2,709	3,134	3,126
<u>198</u>	<u>210</u>	<u>266</u>	<u>243</u>	<u>280</u>	<u>328</u>	<u>362</u>
1,403	1,648	1,859	2,135	2,429	2,806	2,764
<u>6</u>	<u>19</u>	<u>18</u>	<u>28</u>	<u>30</u>	<u>94</u>	<u>68</u>
1,409	1,667	1,877	2,163	2,459	2,900	2,832
1,901	2,349	2,726	3,153	3,514	3,996	3,944
210	..	1	2,321	1,696	1,476	811
973	1,614	2,093	2,006	3,241	3,745	3,718
798	1,014	1,410	271	411	..	..
..	166	261	2,277	3,652	3,745	3,718
798	1,180	1,671	3,878	4,346	4,855	4,257
1,972	2,794	3,765	4,598	5,348	5,221	4,529
<u>148</u>	<u>366</u>	<u>597</u>	<u>720</u>	<u>1,002</u>	<u>366</u>	<u>272</u>
1,824	2,428	3,168	1,593	1,827	2,297	3,084
1,719	1,570	1,459	2,060	2,391	2,856	3,143
<u>1,433</u>	<u>1,436</u>	<u>1,654</u>	<u>3,411</u>	<u>3,782</u>	<u>4,296</u>	<u>4,198</u>
2,110	2,562	2,973				

⑨ Portefeuille de la Banque du Canada et des banques à charte en bons du Trésor du gouvernement fédéral, certificats de dépôt, billets du Trésor et autres billets à court terme vendus directement à la Banque du Canada et aux banques à charte.

⑩ Portefeuille de la Banque du Canada et des banques à charte en obligations du gouvernement fédéral et garanties par lui, autres que les émissions bancaires et non compris les avances temporaires pour faciliter les achats d'obligations de la Victoire.

⑪ Avances temporaires des banques à charte au public pour faciliter les achats d'obligations de la Victoire à l'émission.

⑫ Dépôts en dollars canadiens du gouvernement fédéral dans les banques à charte et la Banque du Canada.

⑬ Tous les prêts des banques à charte au Canada autres qu'avances temporaires pour faciliter les achats d'obligations de la Victoire, plus le portefeuille d'obligations provinciales, municipales et "autres" des banques à charte, ainsi que le portefeuille d'obligations de la Banque d'Expansion Industrielle détenu par la Banque du Canada.

⑭ Minimum approximatif du solde trimestriel des comptes d'épargne personnels dans les banques à charte au Canada plus les dépôts non-personnels sur préavis au Canada.

APPENDICE C • Portefeuilles de la dette consolidée contractée en

DETTE CONSOLIDÉE	1938	1939	1940
Total de la dette consolidée . . . . .	4,401	4,611	5,171
Comprenant { Valeurs bancaires ① . . . . .	223	441	785
{ Obligations . . . . .	4,178	4,170	4,386

**PORTEFEUILLES D'OBLIGATIONS**

Total des portefeuilles d'obligations . . . . .	4,178	4,170	4,386
Portefeuilles de tous les comptes du gouvernement ②	96	109	86
Portefeuilles de la Banque du Canada et des banques à charte . . . . .	753	752	737
Comprenant { Obligations . . . . .	753	752	737
{ Avances sur Obligations de la Victoire ③ . . . . .	..	..	..
Autres portefeuilles . . . . .	3,329	3,309	3,563
Comprenant { Compagnies d'assurance sur la vie	522	548	626
{ Tous les autres . . . . .	2,807	2,761	2,937
{ Déduire avances sur Obligations de la Victoire ④ . . . . .	..	..	..

**"TOUS LES AUTRES" PORTEFEUILLES D'OBLIGATIONS ET DÉPÔTS SUR PRÉAVIS INACTIFS**

Obligations tel que ci-dessus . . . . .	3,329	3,309	3,563
Dépôts sur préavis inactifs —⑤ . . . . .	1,472	1,544	1,438
Total . . . . .	4,801	4,853	5,001

① Bons du Trésor, certificats de dépôt, billets du Trésor et autres billets à court terme vendus directement à la Banque du Canada et aux banques à charte.

② Y compris toutes les obligations dans le portefeuille de la Commission d'Assurance-chômage, de la Commission de contrôle du change étranger, du Séquestre des biens ennemis, de la Corporation d'assurance des crédits d'exportation, du Compte de placements en valeurs mobilières, de la Banque d'expansion industrielle, de la Corporation du sucre—stabilisation, du Conseil des ports nationaux, des chemins

**garantie par le gouvernement fédéral • (Au 31 décembre en millions de dollars)**

1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947
5,975	8,255	11,282	14,167	16,982	16,792	16,172
1,072	1,704	2,234	2,480	1,796	1,546	1,200
4,903	6,551	9,048	11,687	15,186	15,246	14,972
<hr/>						
4,903	6,551	9,048	11,687	15,186	15,246	14,972
132	201	479	715	800	903	1,076
798	1,180	1,671	2,277	3,652	3,745	3,718
798	1,014	1,410	2,006	3,241	3,745	3,718
..	166	261	271	411	..	..
3,973	5,170	6,853	8,695	10,734	10,598	10,178
753	994	1,335	1,655	1,995	2,183	2,198
3,220	4,342	5,799	7,311	9,150	8,415	7,980
..	166	261	271	411	..	..
<hr/>						
3,973	5,170	6,853	8,695	10,734	10,598	10,178
1,433	1,436	1,654	2,060	2,391	2,856	3,143
5,406	6,606	8,507	10,755	13,125	13,454	13,321

de fer Nationaux du Canada, de la Commission canadienne du blé, de la Corporation centrale d'hypothèque et de logement et de la Société Radio-Canada.

③④ Avances temporaires des banques à charte au public pour faciliter l'achat d'obligations de la Victoire à l'émission.

⑤ Minimum approximatif du solde trimestriel des comptes d'épargne personnels dans les banques à charte du Canada plus les dépôts non-personnels sur préavis au Canada.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

G.-F. TOWERS, C.M.G., *Gouverneur* D. GORDON, C.M.G., *Sous-gouverneur*

E.-G. BAKER, *Toronto, Ont.*

W.-D. BLACK, *Membre du comité de direction, Hamilton, Ont.*

G.-G. COOTE, *Nanton, Alta.*

J.-L. HOLMAN, *Summerside, I.P.-E.*

F. MAGEE, *Port Elgin, N.-B.*

W.-K. MCKEAN, *Halifax, N.-E.*

A.-STEWART McNICHOLS, *Montréal, Qué.*

R.-H. MILLIKEN, C.R., *Régina, Sask.*

A.-C. PICARD, *Québec, Qué.*

E.-J. TARR, C.R., *Winnipeg, Man.*

A.-C. TAYLOR, C.B.E., *Vancouver, C.-B.*

MEMBRE A TITRE D'OFFICE

W.-C. CLARK, C.M.G., *Sous-ministre des Finances, Ottawa, Ont.*

## DIRECTION



G.-F. TOWERS, C.M.G., *Gouverneur*      D. GORDON, C.M.G., *Sous-gouverneur*

L.-P. SAINT-AMOUR, *Sous-gouverneur adjoint*

D.-G. MARBLE, C.B.E., *Secrétaire*      D.-A. SKELTON, *Conseiller-Etudes économiques*

L. RASMINSKY, C.B.E., *Adjoint exécutif des gouverneurs*

J.-E. COYNE, *Conseiller en valeurs et Adjoint exécutif des gouverneurs*

## SECRETARIAT

D.-G. MARBLE, C.B.E., *Secrétaire*

C.-H. RICHARDSON, *Sous-secrétaire*

L.-P.-J. Roy, *Sous-secrétaire*

L.-F. MUNDY, *Sous-secrétaire*

P.-D. SMITH, *Sous-secrétaire adjoint*

**Service du Change Etranger:** S. TURK, *Chef*; W.-A. CAMERON, *Sous-chef*

**Service de la Monnaie:** C.-E. CAMPBELL, *Chef*; J.-P. MELVIN, *Sous-chef*

**Service de la Dette Publique:** M.-G. ANDERSON, *Chef*

F.-M. PETERS, *Sous-chef*; H.-W. THOMPSON, *Sous-chef*

## DÉPARTEMENT DES ÉTUDES

J.-R. BEATTIE, *Chef*      W.-E. SCOTT, *Adjoint-Affaires de banque*

J.-E. HOWES, *Adjoint-Administratif*

## DÉPARTEMENT DES VALEURS

H.-G. GAMMELL, *Chef*

R.-B. MCKIBBIN, *Sous-chef*

J.-W. GRANT, *Toronto, Ont.*

C. DE V. WELSFORD, *Montréal, Qué.*

## COMPTABILITÉ

H.-R. EXTENCE, *Comptable en chef*

## VÉRIFICATION

E. METCALFE, *Vérificateur*

## AGENCES



- Calgary, Alta. . . . J. Parry, *Agent*
- Halifax, N.-E. . . . W.-D. FARRELL, *Agent*
- Montréal, Qué. . . . J.-H.-C. DESMARAIS, *Agent*
- Ottawa, Ont. . . . P.-B. WOOSTER, *Agent*
- Régina, Sask. . . . F.-J. WILKS, *Agent*
- Saint-Jean, N.-B. . . . E.-H. CAMERON, *Agent*
- Toronto, Ont. . . . E. FRICKER, *Agent*
- Vancouver, C.-B. . . . W. MORTON, *Agent*
- Winnipeg, Man. . . . G.-A. IVEY, *Agent*

